

L'OCI et les rapports avant-garde masses.

*Sur quelques innovations
« théoriques » de l'OCI pour « enrichir »
le marxisme de notre temps :*
*Le Front unique stratégique et la stratégie de construction
d'un parti transitoire*

Du sectarisme à l'opportunisme dans la question du Front unique

Des convertis récents au front unique

L'OCI, fondée en 1965, a son origine dans un noyau de militants issu, dix ans plus tôt, de l'éclatement de la majorité de la section française de la IV^e Internationale après son exclusion de l'Internationale (voir l'article de Michel Lequenne dans *Critique communiste* n° 7). Le noyau va subsister plusieurs années en combinant une intervention publique essentiellement propagandiste par sa revue, *la Vérité*, à parution très épisodique (jusqu'à quatorze mois sans sortie) et le maintien d'un minimum de présence syndicale essentiellement dans le mouvement ouvrier à direction social-démocrate (FO et FEN) orienté par un bulletin ronéoté à diffusion de fait confidentielle, *Informations ouvrières*.

Alors que dans l'immédiate après-guerre, les marxistes-révolutionnaires avaient impulsé, dans la CGT unifiée de l'époque, la tendance Front ouvrier, en liaison avec d'autres militants révolutionnaires, puis, après la scission syndicale, tenté de regrouper un courant d'opposition aux appareils autour d'un organe ad hoc, *l'Unité*, le « groupe Lambert », pré-décesseur immédiat de l'OCI, abandonnera toute lutte pour l'unité de combat des organisations ouvrières, la remplaçant par la dénonciation principielle des fauteurs de division, en particulier de ceux qui portent, pour eux, la responsabilité principale, étant hégémoniques dans la classe, de cette situation de division : les staliniens et leurs alliés de la CFTC qui, eux, de plus, s'affirment tenants du pluralisme.

Pour eux, dans cette période, la situation d'hégémonie des appareils ne pouvant pas être sérieusement menacée, toute unité d'action ne peut être qu'une unité d'appareils, renforçant donc ceux-ci. Au lieu de voir dans l'unité d'action CGT-CFDT un phénomène contradictoire, réponse bureaucratique et réformiste, certes, mais réponse à une poussée des masses pour l'unité et le combat, ils se polarisent sur ce qui se passe au niveau des appareils et combattent l'accord au lieu de lutter pour l'élargir, l'approfondir, le dépasser.

La question de l'action se pose d'ailleurs, pour eux, la classe ouvrière ayant subi en mai 1958 une énorme défaite, il faut repartir sur des ruines, rebâtir à zéro et la seule activité possible est une activité de réarmement théorique. Sur ce terrain, on peut être radical à bon compte, même ultra-gauche (théorisation sur l'intégration du mouvement ouvrier, négation de la double nature des organisations réformistes, vision apocalyptique du devenir immédiat de la classe : démantèlement, écrasement, et de la jeunesse : analphabétisation, rachitisation, etc. directement lié à la situation propre du groupe). Parallèlement, car il faut bien vivre, on cherche à garder le contact avec le mouvement ouvrier. Mais ayant rompu avec l'Internationale sur la question des liens privilégiés à tisser avec les ouvriers staliniens, on va être déporté très à droite dans cette quête. Et quand les militants du groupe participeront à des activités unitaires ce sera pour voter, par exemple, en 1956, au congrès de la FEN, une motion sur Suez et la Hongrie qui en appelle à ... l'ONU ; en mai 1958, on n'hésite pas, à Paris, à signer un tract contre le putsch gaulliste avec les radicaux. Il est vrai, qu'aujourd'hui encore on n'hésite pas à assimiler au front unique des cartels unitaires de sommet ponctuels ou permanents où sont représentées des organisations bourgeoises comme le Grand Orient de France (avec qui on manifeste pour le centenaire de la Commune), ou les radicaux (de droite comme de gauche). Exemple du Comité national d'action laïque. Comme quoi l'intransigeance principielle se mue très vite en compromission pratique, l'une cautionnant l'autre.

En 1965, lors de la première candidature Mitterrand aux présidentielles, alors que celui-ci, encore membre d'un groupuscule bourgeois, ne pouvait en rien apparaître comme candidat ouvrier et, en l'absence de

candidats ouvriers, nous appelions les travailleurs, mis hors jeu par cette absence, à se compter sur un bulletin nul « pour le front unique ouvrier, pour le socialisme », l'OCI se divisait sur la question et ne donnait aucune consigne de vote. Cette attitude de démission politique se rencontrera aussi sur le terrain syndical où l'OCI fait démissionner des élus du bureau national du SNI pour protester solennellement contre les tendances à l'intégration.

Nos actuels soi-disant spécialistes du front unique, non seulement ont mis du temps à redécouvrir sa problématique, mais, de plus, l'ont jusqu'après 1968, généralement limitée aux syndicats (et de plus aux syndicats dit « laïques » !). On comprend, dans ce cadre, que « le couronnement de la politique de FU », le mot d'ordre politique de gouvernement, sous sa forme transitoire, n'apparaisse à aucun moment dans cette période (depuis, évidemment c'est plutôt l'inverse ! Le mot d'ordre « gouvernement PC-PS », puis « PS-PC », « sans ministre bourgeois » est devenu un mot d'ordre permanent, intemporel, valable en tout temps et tout lieu). En Mai 1968, dans une situation prérévolutionnaire, en rester au niveau syndical-revendicatif, quand le problème du pouvoir est objectivement posé par le développement d'une grève générale qui — comme toute grève de ce type — pose la question « qui gouverne ce pays ? », est inquiétant sur les prétentions au rôle d'avant-garde d'un tel groupe.

Les retours critiques de l'OCI sur cette période sont insuffisants pour dégager l'ensemble des fondements de leur problématique d'alors. Il y a certes la déviation syndicaliste sur laquelle ils insistent, mais il y a tout autant un certain spontanéisme évolutionniste : « *Nous avons pensé plus ou moins consciemment que le « tous ensemble » suffirait à régler tous les problèmes* » (XVIII^e Congrès). C'est la confiance en la seule dynamique des événements sans voir que cette dynamique est contradictoire. C'est le même spontanéisme qui, sous prétexte que le capitalisme est le dos au mur et ne peut plus rien concéder, dote les revendications immédiates, comme les mots d'ordre démocratiques, d'un contenu transitoire, d'une dynamique anticapitaliste, aboutissant ainsi à faire l'économie de l'élaboration d'un programme transitoire réel remplacé par la juxtaposition d'une propagande maximaliste et d'une agitation minimaliste, revenant à la vieille séparation réformiste. L'OCI, certes, fait son autocritique : « *Ainsi nous votons le 4 juin une résolution demandant aux organisations syndicales de mettre en avant les revendications générales. Comme si elles ne les avaient pas mises en avant (pas de salaires à moins de 1 000 F, les 40 h, l'échelle mobile, l'abrogation des ordonnances) ! Comme si les organisations syndicales ne venaient pas de les brader depuis le 27 mai à Grenelle ! Nous affirmons que les « revendications générales » ne pourront triompher que par la lutte générale et unie. Comme si la grève générale par elle-même pouvait vaincre dans la dimension du pouvoir centralisé* » (XVII^e Congrès).

L'autocritique est certes positive, encore qu'elle n'efface pas l'erreur

politique. En outre, il est moins que certain que la démarche de fond ne subsiste pas comme nous allons voir. Nous retrouvons l'étapisme en avril 1976 quand Landron écrit dans *la Vérité* : « Cette vieille revendication démocratique du programme minimum qu'est la séparation de l'Eglise et de l'Ecole, de l'Eglise et de l'Etat est devenue une revendication transitoire préparant les masses à la prise du pouvoir politique. »

Pour un gouvernement de transition
vers le gouvernement de transition :
Pour un gouvernement
sans ministres bourgeois et sans... programme

Au XVIII^e Congrès, l'OCI écrit : « Le PC et le PS doivent gouverner ensemble pour (c'est moi qui souligne) satisfaire les aspirations et les revendications des travailleurs. C'est sur cette ligne que nous devons élaborer le programme d'action et d'unité des travailleurs et de la jeunesse ». OK, voilà qui est parfaitement orthodoxe. Comme le disait Trotsky, le programme du FU que nous proposons, ce n'est pas notre programme fondamental, ce n'est pas le communisme ou la dictature du prolétariat, c'est le programme de transition. Les objectifs pour lesquels nous demandons aux masses d'imposer à leurs organisations de prendre la responsabilité pleine et entière du gouvernement sont ceux du programme de transition.

Mais cette démarche reste au niveau de la propagande. En fait, la politique concrète de l'OCI, son agitation est profondément étapistes et « queuiste », comme disait Lénine :

« Il ne s'agit pas de préconiser des mesures avant que celles-ci ne s'imposent aussi bien dans la réalité politique que dans la conscience des masses » (conférence nationale des militants pour le gouvernement ouvrier, février 1972). Et comment s'imposent-elles ? Par l'opération du Saint-Esprit ? Ou bien est-ce de la responsabilité de l'avant-garde que de faire pénétrer dans les masses la conscience de la nécessité de ces mesures, que de jouer la différenciation d'ores et déjà existante des niveaux de conscience qui fait que là c'est déjà mûr alors qu'ailleurs ce ne l'est pas encore, pour combiner toujours plus ce développement inégal de la conscience non en se mettant à la remorque des secteurs les plus arriérés, mais en orientant l'intervention des secteurs les plus avancés pour qu'ils gagnent les autres à ce qu'ils ont déjà compris. C'est ainsi que nous avons conçu dans le passé avec LO toute notre campagne sur les augmentations uniformes : ni aux pas des masses, ni deux pas en avant. Les « masses » d'ailleurs, en période de crise politique et d'effervescence, ne sont pas un tout marchant partout au même rythme, mais il y a des différenciations sur lesquelles nous devons nous appuyer en comprenant la dialectique vivante de l'ensemble, vers le haut et non vers le bas.

L'OCI en arrive ainsi à un mot d'ordre de gouvernement à double détente qui passe à côté de la fonction transitoire que justement ce mot d'ordre doit avoir, en dissociant sa formulation politique concrète en termes d'organisations, accessible aux masses à un moment donné (dans la manière même où celles-ci peuvent appréhender les questions du pouvoir en fonction de leur expérience quotidienne actuelle) et le contenu révolutionnaire **de fait** qui lui est donné par le programme que nous exigeons que ce gouvernement mette en œuvre :

« *Le gouvernement du F.U.O., le gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois, transition nécessaire (c'est moi qui souligne) vers un véritable gouvernement ouvrier et paysan, s'engageant dans la voie de la destruction de l'Etat bourgeois, s'attaquant à la propriété privée des moyens de production, s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des masses* » (M. Landron, *Un secteur important de la lutte des classes : l'enseignement, la Vérité*, avril 1976).

Dans le rapport sur la situation internationale et les perspectives révolutionnaires (*la Vérité*, novembre 1975) on explique : « *Ce qui donne au gouvernement la caractéristique de gouvernement ouvrier et paysan ce n'est pas seulement sa composition, c'est le programme qu'il applique, programme de transition vers la dictature du prolétariat. Sans en faire une condition a priori.* » On ne précise pas la condition de quoi d'ailleurs.

Il est ainsi clair que l'OCI s'oriente vers une transition à la transition, c'est-à-dire un programme minimum et une problématique étapistes. On retrouve là une démarche très proche de celle du PSU ou des courants centristes italiens : lutter pour un gouvernement PC-PS, même si c'est un gouvernement bourgeois, comme « facteur de déstabilisation » et parce que les masses doivent faire l'expérience d'un gouvernement ouvrier-bourgeois, d'un gouvernement de collaboration de classes, avant que de passer à l'étape de la lutte de classe. On comprend ainsi pourquoi le gouvernement ouvrier et paysan devient une stratégie dans leurs textes.

« *Nous sommes inconditionnellement pour un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes. Cela veut dire, sans poser a priori de question de programme. Pourquoi ? Parce qu'à l'étape actuelle, c'est sous cette forme concrète que les masses peuvent saisir la rupture avec la bourgeoisie, la lutte pour faire éclater le carcan de « l'Union de la gauche » sans rivage à droite. (...) Pas plus que pendant les élections présidentielles nous n'avons distillé d'illusions sur la candidature Mitterrand, nous ne distillons d'illusions sur ce que serait un gouvernement PS-PCF sans ministres capitalistes* » (résolution du XIX^e Congrès).

Or, il avait été clairement précisé, au XVIII^e Congrès « qu'un tel gouvernement, uniquement PCF-PS, se plaçant sur le terrain de la défense de l'ordre bourgeois, s'appelle un gouvernement bourgeois ». Voilà donc l'objectif actuel de l'OCI : un gouvernement bourgeois !

Ce serait quand même une victoire politique considérable du prolétariat, se justifie l'OCI, toujours dans sa résolution du XIX^e Congrès. Cer-

tes. Mais en quoi la victoire de la gauche aux élections et le remplacement du gouvernement de droite par un gouvernement d'Union de la gauche n'en serait pas une non plus ! En tout cas elle serait vécue comme telle et serait un encouragement énorme pour la classe ouvrière, quant à sa force et à son assurance, malgré les radicaux de gauche et malgré le programme. Mais à condition, dans un cas comme dans l'autre, que les révolutionnaires aient clairement pris leurs distances d'avec l'opération bourgeoise à l'œuvre dans l'Union de la gauche et à travers le Programme commun. Ni un gouvernement de collaboration de classes avec les radicaux ni un gouvernement de collaboration de classes des seules organisations ouvrières ne peuvent être notre objectif gouvernemental à l'heure présente, comme à une autre heure d'ailleurs. Notre objectif gouvernemental ne peut-être un gouvernement bourgeois : son contenu ouvrier anticapitaliste, révolutionnaire lui est justement conféré par les tâches qu'on lui définit.

Mais peut-être l'OCI est-elle spontanéiste, peut-être a-t-elle une confiance illimitée en la dynamique des événements. On serait tenté de le croire quand, toujours sur la question du programme, on lit la prose de l'ineffable Stéphane Just spécialiste du gouvernement ouvrier et de la Défense du Trotskisme. C'est à l'occasion des élections de 1969 quand, après l'échec de De Gaulle au référendum, l'OCI luttait pour un candidat ouvrier unique :

« Mais le programme ? N'était-il pas nécessaire à une candidature unique des organisations ouvrières ? Que devenait-il ? En les circonstances précises, le développement du programme d'un gouvernement des organisations ouvrières unies découlait de cette candidature. La classe ouvrière, en luttant pour la défaite des candidats de la bourgeoisie, eût chargé d'un contenu de classe, la candidature unique des organisations ouvrières qu'il appartenait aux organisations révolutionnaires de développer. » (Défense du trotskisme).

Alors qu'en 1965, *Informations ouvrières*, — si elle ne donna pas de consigne de vote — avait tout de même précisé : *« Au candidat de la gauche, il faut opposer un candidat des organisations ouvrières, sur un programme de rupture avec la bourgeoisie. »*

On comprend ainsi la lutte que mène l'OCI contre la présence des radicaux de gauche dans le front qu'ont noué les organisations réformistes entre elles. Ce n'est pas pour l'OCI un élément parmi d'autres, secondaires même, par rapport au programme de collaboration de classe sur lequel s'est noué ce front, c'est l'élément central à partir du moment où on pense qu'avant le front unique de combat, il y a une étape passant par le front unique des seules organisations ouvrières sur la base du Programme commun. Programme commun dont on ne fait pas sa cible centrale. Non que nous ne négligions la présence des radicaux de gauche dans l'alliance, nous l'avons définie et la dénonçons comme des fils à la patte des partis ouvriers les rattachant à la bourgeoisie, pierre d'attente pour un élargis-

sement à droite de l'alliance, gage donné de la bonne volonté collaborationniste des partis ouvriers. Mais nous paraissent plus décisifs encore, et plus susceptibles de batailles opératoires dans les masses, le refus actuel de centraliser l'offensive contre les plans d'austérité de la bourgeoisie, les garanties données qu'on gouvernera avec Giscard, le refus de remettre en cause la Constitution de la V^e République, c'est-à-dire le régime d'Etat fort, la limitation des nationalisations (dans le nombre et la procédure : avec indemnités et rachat), le refus de laisser libre jeu à l'initiative des masses en ne donnant pas les moyens de contrôler l'économie, le refus de réduire de manière sensible les horaires de travail, etc. On ne peut pas dire que le Programme commun réponde aux aspirations, même réformistes, des masses. Quand les masses approuvent apparemment le Programme commun, c'est plutôt leurs organisations qui se sont unies qu'elles soutiennent qu'un programme qu'elles n'ont pas lu ni discuté et qu'elles remettent en cause en permanence **de fait** dans leurs luttes. Il ne s'agit pas, dans l'agitation d'opposer le **Programme de transition au Programme commun, ligne contre ligne**, mais d'avancer les éléments de notre programme qui sont susceptibles de rencontrer un écho dans les masses parce qu'ils répondent à leurs préoccupations. La mobilisation sur ces objectifs entrant en contradiction alors **dans les faits** avec le Programme commun et appelant comme débouché politique logique un gouvernement des seules organisations dans lesquelles les travailleurs se reconnaissent, pour appliquer ce programme et non le Programme commun avec l'aide (c'est-à-dire sous le contrôle) des travailleurs mobilisés.

Un programme, pour nous, n'est pas la référence rituelle des motions de congrès ou des campagnes électorales, c'est un instrument d'intervention quotidien dans les luttes qui se mènent. Sinon le programme de transition devient un nouveau programme maximum qu'on salue avec révérence et qu'on préserve de tous les révisionnismes dans le frigidaire aux acquis : la politique quotidienne, effective, se menant dans une logique minimaliste et étapist, où tous les compromis sont justifiés au nom du « réalisme », du « possible »... et de la nécessaire réalisation de l'unité (sans préciser pour quoi faire).

C'est ainsi sans doute que s'explique le fait que les structures unitaires qu'on va proposer ne seront pas sur un programme rogné (ce serait du centrisme !) mais sur une absence totale de programme : *« Certains d'entre nous estiment que le Programme commun et le gouvernement d'Union de la gauche représentent la solution à la question que les masses laborieuses se posent : par quel gouvernement peut-on remplacer le gouvernement Giscard-Chirac pour que le pays ne soit pas conduit à la catastrophe par le capitalisme et les partis bourgeois actuellement au pouvoir ? d'autres estiment qu'il n'y a pas d'autres solutions répondant aux aspirations des masses laborieuses qu'un gouvernement du PS et du PCF sans ministres bourgeois. Mais tous ont affirmé : quelle que soit la solution préconisée, la première condition à réaliser est : il faut que le gouvernement Giscard-*

Chirac disparaît » (résolution votée lors des rassemblements du 27 avril 1975). Il est sûr que sur ce vœu la plus large unité est possible ! On ne voit pas pourquoi pour cela il faudrait entrer dans des comités impulsés par l'OCI !

La tactique de front unique érigée en stratégie.

Dans un article à prétention théorique de *la Vérité* (juillet 1972), F. O. Forgontier veut bien reconnaître l'enrichissement que l'OCI a apporté à la politique bolchevique : « Si l'on saisit la dimension historique de la stratégie du FUO, il n'est pas possible d'expliquer que c'est une politique qui n'a de sens que dans les termes formulés par l'Internationale communiste (unité d'action entre les partis communistes et les partis sociaux-démocrates et centristes), alors que l'IC précisait bien que cette tactique ne s'appliquait pas là où l'écrasante majorité de la classe ouvrière suivait déjà le PC, ni là où le PC n'était qu'un groupe sans organisation de masse. » Il ajoute que « l'insistance à n'en parler que comme d'une tactique exprime la volonté de ne la considérer que comme une manœuvre subalterne, comme une ruse d'importance secondaire ». S'aperçoit-il qu'on peut lui retourner l'argument ? (S'aperçoit-il, qu'en outre, avec cette définition étriquée de la tactique, assimilée à la magouille politicienne, il éclaire d'un jour peu ragoûtant les propres conceptions de son organisation en la matière.) Broué est plus malhonnête, à moins qu'il ne soit inconscient, qui s'efforce de faire passer cette conception du FU pour celle de l'IC et de Trotsky, en employant à tour de plume l'expression de « stratégie de FUO », comme pour faire cautionner le révisionnisme de son organisation par ceux qu'il préface ou annoté, en pensant que la contiguïté finira par pousser le lecteur à l'amalgame. César Corte, lui, est plus fantaisiste, qui intitule, sans rire ni craindre l'anachronisme, un des chapitres de sa brochure sur le front unique : « *Le FU comme stratégie chez Marx.* »

Oui, il faut s'interroger sur l'insistance de l'OCI à justifier son révisionnisme terminologique. Dans aucun des textes de l'IC consacrés au FU (CEI entre les III^e et IV^e Congrès), dans aucun des textes de Trotsky écrits à ce moment-là et ultérieurement sur la question, on ne trouve l'expression de « stratégie de FUO ». Et ce, dans une période où on n'employait pas les mots à la légère, où l'articulation stratégie-tactique était au cœur des débats, où la cible principale de la polémique était l'ultra-gauche ou le sectarisme. Trotsky prend toujours grand soin d'expliquer que le FU n'est qu'un moyen tactique, un compromis (ce qui ne veut pas dire avoir une vision étroite, purement tacticienne, manœuvrière du FU. Le FU n'est pas une « petite manœuvre », mais une « grande manœuvre », selon sa propre expression.) Il rejette toute mystique, toute métaphysique de l'unité : deux citations pour compléter celles recueillies dans notre brochure sur le front unique à laquelle nous renvoyons pour plus de détails :

« *Le réformisme renferme toujours la possibilité d'une trahison. Mais*

cela ne signifie pas que réformisme et trahison s'identifient à tout moment. Quant les réformistes font un pas en avant, on peut passer avec eux des accords provisoires. Mais, quand, effrayés par le mouvement des masses, ils le trahissent, maintenir la coalition avec eux revient à tolérer les traîtres et à dissimuler la trahison » (l'IC après Lénine). « *La préparation même de la révolution exige la rupture en temps opportun non seulement avec les radicaux bourgeois, mais aussi, comme nous le savons déjà, avec les réformistes démocratiques dans la classe ouvrière elle-même »* (Le congrès de la liquidation de la III^e Internationale, 23/8/1935).

L'insurrection sera décidée par les masses en lutte, mais les masses n'attendent pas que la totalité de la classe soit convaincue de sa nécessité ou que les directions réformistes s'inclinent devant la valeur des arguments pour la faire. Il y aura vraisemblablement encore beaucoup de travailleurs à convaincre après, et certainement que ceux qui en seront les artisans actifs, s'ils veulent qu'elle réussisse, devront compter avec l'accord des secteurs décisifs de la classe ouvrière, de sa majorité, mais ils devront compter aussi sur la réticence, voire la neutralité et même l'hostilité d'une partie encore importante des masses. L'insurrection sera un acte de division. Certains, même parmi les révolutionnaires, seront hésitants. L'OCI sera sans doute contre. Nul doute que ses militants l'auront abandonné depuis longtemps (si elle existe encore à ce moment-là !).

La révolution se fera contre les réformistes et non avec eux, mais il est vrai qu'elle ne se fera que si la grande masse de ceux qui l'étaient à l'ouverture de la crise révolutionnaire sont passés au cours de celle-ci sur les positions des révolutionnaires. Nous comptons justement sur une tactique systématique de propositions d'unité d'action, d'action commune en direction d'eux-mêmes et de leurs organisations (et donc de leurs appareils, si on veut que nos propositions soient crédibles par ceux qu'ils organisent et qui les suivent) pour faciliter, dans l'action, ce passage. Nous n'avons pas grand espoir dans les réponses positives des directions, ce sera plutôt l'exception, mais si nos propositions correspondent aux besoins objectifs de la situation, sont en même temps formulées au niveau de compréhension des larges masses et sont crédibles, il y a de grandes chances que là où le rapport entre réformistes et révolutionnaires n'est pas trop défavorable, puissent se mettre en place des actions communes et de véritables structures unitaires de masse (où ne participent pas que les organisés) qui permettent de mettre davantage les directions réformistes en porte-à-faux, en montrant où se trouve la voie et en marquant des points effectifs contre la bourgeoisie et son Etat (où ce qu'il en restera à ce moment-là). Dans toute grande grève *active*, on commence dès aujourd'hui à voir se dessiner ce processus.

En fait, l'OCI semble avoir une tendance permanente à confondre :

— l'objectif stratégique du rassemblement de la classe comme telle, pour elle-même, et sa mutation de classe dominée, atomisée, en classe dominante ;

— la politique permanente des révolutionnaires pour l'unification des luttes, des revendications :

— une tactique concrète des révolutionnaires en direction des réformistes quand la classe est divisée organisationnellement.

De même que la distinction entre agitation et propagande n'est jamais clairement faite à l'OCI, où, sous prétexte de refus d'un soi-disant « double langage », on passe de l'une dans l'autre sans vraiment articuler l'une avec l'autre.

Un front unique... non unique !

Il y a tout de même un paradoxe de voir ces champions (récents) du front unique permanent et à n'importe quel prix ne le concevoir finalement que sous l'angle de l'unité des seules organisations réformistes (les révolutionnaires ne sont là que comme conseillers-critiques) et de plus en excluant de ce front le million de syndiqués CFDT (sans compter ceux, plus nombreux encore, qui font confiance à cette centrale en votant pour elle aux élections professionnelles par exemple). Que voilà une unité peu unitaire !

On ne répugne pas à formuler la revendication de fusion syndicale, d'unité syndicale organique (forme élémentaire de FU) mais bien entendu entre FO, FEN et CGT. On exclut du syndicalisme unifié qu'on souhaite la CFDT. Un des arguments étant qu'elle est doctrinalement pour le pluralisme syndical ! En ne luttant que pour une unification partielle, on ne cautionnerait donc pas ce pluralisme qu'on dénonce par ailleurs ! Mystère de la dialectique (ou plutôt de l'incohérence). Si nous attendions que les organisations ouvrières soient convaincues, doctrinalement ou pratiquement, de la nécessité de dépasser leurs querelles de boutique, on risque d'attendre longtemps.

Nous n'accorderons aucune attention aux arguments débilés, et objectivement diviseurs, du type « origine confessionnelle », « centrale du Vatican », etc. qui nous font revenir à la belle époque où les francs-mac régnaient sur le mouvement ouvrier français, tant dans sa branche social-démocrate qu'anarcho syndicaliste, pour le plus grand bénéfice de la bourgeoisie. En 1921 déjà, l'IC notait combien les divisions confessionnelles pesaient sur le mouvement ouvrier français, l'anticléricalisme bête et méchant renforçant les arguments des « confessionnels » en mettant des préalables idéologiques à l'unité des luttes et des organisations (et pourtant les syndicats chrétiens de l'époque avaient peu de chose à voir avec la CFDT actuelle !).

Le paradoxe étant qu'on retrouve justement, sous la plume de l'OCI, des préalables programmatiques, dans ce cas précis, alors qu'elle s'en soucie fort peu pour le reste, comme on a pu le voir :

« L'unité n'est pas extensible. On ne peut réaliser l'unité pour les objectifs du socialisme qu'avec les organisations politiques et syndicales qui s'en réclament. Ceux qui veulent autogérer la société capitaliste au lieu de

la détruire n'ont pas leur place dans l'unité. Ceux qui veulent détruire les organisations ouvrières n'ont pas leur place dans l'unité » (Programme d'action de l'AJS pour le gouvernement ouvrier). Ce n'est pas « A bas la CFDT social-fasciste ! Pas d'unité avec les sociaux-fascistes » mais pas loin. On parle plutôt de « social-corporatisme » : « *Il est un élément commun entre l'institution des comités d'entreprises et les « conseils auto-gestionnaires » préconisés par Labi, la CFDT, le PSU ou Mitterand. Cet élément n'est pas la collaboration de classe. Mais les différences sont également importantes : dans les comités d'entreprise, ce sont les syndicats qui, tout en conservant l'intégralité de leurs prérogatives, acceptent de collaborer avec le patronat. Les « conseils gestionnaires », tels que les proposent Chévènement et Sarre du Parti socialiste, prennent en charge toutes les fonctions du syndicat, liquidant l'indépendance de l'organisation, deviendraient le noyau de l'ordre corporatiste* » (Pierre Lambert, *Partis ouvriers, Collaboration de classe et Corporatisme, Informations ouvrières*, janvier 1972). A quand des mesures d'autodéfense ouvrière contre ces franquisto-pétainistes ?

Une conception cartellisée du front unique

Quand l'OCI daigne parler de contrôle ouvrier (longtemps invention diabolique d'Ernest Mandel pour trotskyser l'association capital-travail) c'est essentiellement comme « contrôle syndical » qu'elle le conçoit (cf. XVIII^e Congrès). Il ne s'agit pas de mettre en place des structures qui permettent effectivement aux travailleurs de réduire leurs cadences, de contrôler les stocks, de vérifier les comptes du patron, d'imposer leurs conditions de travail sous l'angle de l'hygiène et de la sécurité, de modifier la nature même de la production éventuellement ; car les seules structures qui peuvent le permettre sont des structures qui mobilisent et centralisent la force collective de l'ensemble des travailleurs, qui recomposent cette force qui jusque là était aux mains de l'organisation patronale du travail, et l'opposent aux capitalistes, créant une dualité de pouvoir dans l'usine. Non, pour l'OCI, il s'agit de proposer le contrôle aux syndicats... pour les démasquer et d'autre part « *pour combattre la hiérarchie catholique et ses organisations* » qui parleraient, elles, de contrôle ouvrier pour détruire les organisations syndicales. Nous ne le posons pas, quant à nous, en opposition aux syndicats, nous luttons au contraire pour qu'ils l'organisent, mais pas en se substituant aux travailleurs pour le mettre en place (nous doutons d'ailleurs qu'un véritable contrôle ouvrier soit possible sans structures ad hoc pour l'exercer, vu la nature même des tâches de contrôle). De même que nous n'opposons pas les comités de grève aux syndicats, mais luttons — dans les syndicats — pour que ceux-ci, dans les luttes, impulsent l'auto-organisation, pas au nom des beautés de l'auto-organisation, ni au nom de la défiance vis-à-vis des syndicats, mais au nom de l'efficacité de la lutte, pour organiser la plus ample (et donc la plus solide,

la plus réelle mobilisation possible), pour que chacun se sente lié à la marche de la lutte. Nous ne sommes pas opposés à ce que les responsables syndicaux dirigent la lutte, mais c'est comme le fameux « rôle dirigeant du parti », il ne s'auto-octroie pas, ce n'est pas un droit *a priori*, il doit se gagner et se regagner sans cesse, la confiance ni ne se proclame ni ne se décrète. Les positions de l'OCI dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, sont empruntées d'un opportunisme syndicaliste qui fut une constante de son histoire. Des justifications historiques sont parfois données qui n'ont même pas les excuses que Nin avait vis-à-vis d'une CNT syndicaliste-révolutionnaire par rapport à laquelle les partenaires privilégiés de l'OCI sur le terrain syndical, la FEN et FO, font assez piètre figure. Les syndicats sont d'une certaine manière, certes, plus près de la classe, plus sensibles à ces mouvements que les partis. Mais à condition d'ajouter aussi que le type d'ouvriers qu'ils organisent, que les structures même du syndicat, peuvent se révéler, dans une période révolutionnaire, un frein puissant à l'auto-activité des masses. Faut-il voir là une volonté systématique de l'OCI de ménager un certain nombre de bonzes syndicaux qui ne voient l'auto-organisation que sous l'angle d'une atteinte potentielle à leur garantie d'emploi ?

Le terme même d'alliance ouvrière utilisé par l'OCI comme synonyme de front unique (je ne parle pas de l'organisation qu'ils ont mise sur pied sous ce nom, encore que la confusion de terme soit significative) fait directement référence à l'expérience espagnole de 1934 qui a justement chargé l'expression du sens de cartel d'organisations. Et les textes de Broué ou d'autres (cf. par exemple la préface à la brochure de M. Grossi sur l'insurrection des Asturies) reprennent cette conception réductrice du FU qui fut aussi celle du POUM.

Soit on en fait une étape vers le FU pleinement développé, c'est-à-dire articulé sur des structures de base embrassant toute la classe ouvrière et pas simplement les membres de ses organisations. (Mais on tombe à nouveau dans une vision étapiste profondément opportuniste : peut-être faudra-t-il en passer par là souvent dans un premier temps, mais nous ne devons pas pour autant en faire une norme programmatique. De même, avant d'arriver aux comités de grève élus, des formules plus compliquées peuvent voir le jour, du comité intersyndical — qui est déjà un progrès sur la division — au comité mixte combinant élus de droit et élus en assemblée générale, en passant par l'adjonction de volontaires aux responsables syndicaux, mais nous devons avoir clairement en tête où nous voulons en venir, ce qui ne l'est plus si nous décidons, d'emblée, *a priori* que, les choses étant ce qu'elles sont, nous ne pourront pas dépasser, à cette phase, le stade du cartel.)

Soit on tend à assimiler les deux. Et c'est ainsi qu'on qualifie d'organisme soviétique l'Assemblée populaire de Bolivie, cartel au sommet, sans répondant à la base, autre que les organisations représentées à cette assemblée continuant à la base, leur vie séparée et n'ayant aucune prise

sur celle-ci où les directions se sont autodéléguées. Ce qui ne veut pas dire que nous sous-estimons le rôle « déstabilisateur » qu'a pu jouer cette assemblée, ni que peut jouer toute structure unitaire au sommet, mise en place par des organisations ouvrières ; mais de là à en faire un soviet, il y a tout de même une marge !

Le FU de l'OCI marche dangereusement sur la tête. S'il est vrai que la formule gouvernementale transitoire qu'on avance dans l'agitation est pour les marxistes-révolutionnaires le « couronnement d'une politique de front unique », comme le dit Trotsky, les MR n'oublient à aucun moment l'autre volet, « la forme la plus élevée de front unique », pour reprendre encore Trotsky, à savoir le conseil ouvrier. Et nous ne mettons pas sur le même plan une formule qui n'a que peu de chance de se réaliser concrètement, et qui sera vraisemblablement dépassée au cours même des mobilisations qu'elle accompagne ou initie, et la mise sur pied effective, dès avant la prise du pouvoir, des organismes qui seront justement ceux sur lesquels le futur pouvoir ouvrier reposera (même si ceux qui les impulsent sont, au départ, nullement convaincus que ce sera là leur rôle final, et sont même à cent lieues de le penser). L'insistance quasi exclusive de l'OCI sur la question gouvernementale au détriment de l'auto-organisation participe de cette même logique cartellisatrice et de l'incapacité à penser l'activité politique hors des cadres traditionnels (cf. la suspicion jetée sur les comités d'action, création originale de la crise prérévolutionnaire de Mai 1968, et la lutte de l'OCI dans cette période pour la centralisation de comités de grève inexistantes ou réduits aux appareils) et dans une logique de débordement de ces cadres.

Sur la construction du parti ou d'une mauvaise digestion des miettes tombées de la table de la IV^e Internationale

Le tournant empirique de 1964-1965.

Malgré le maintien d'une analyse de la situation en terme de dégradation incessante des rapports de forces au détriment du prolétariat, le « groupe Lambert » opère en 1964-65 sa mutation de groupe en organisation et ce n'est pas un simple changement terminologique. *Informations ouvrières* est désormais mensuellement imprimée. Depuis quelques mois, la IV^e Internationale s'est réunifiée. Si l'OCI se tient à l'écart, elle a tout de même, dans le cadre du Comité international, participé aux débats préparatoires. La Jeunesse communiste révolutionnaire est sur le point de naître, vérifiant la validité de la tactique entriste, en même temps qu'elle ouvre de fait la voie à son dépassement. La création de la CFDT, toujours

en 1965, annonce une recomposition du mouvement ouvrier.

Douze ans après l'exclusion de la majorité de la section française de l'Internationale, dix ans après l'éclatement de cette majorité, l'OCI va intégrer plus ou moins dans sa problématique de construction du parti, ce que depuis sa séparation le groupe condamnait chez ceux qu'il appelait les « pablistes » (dont les camarades qu'ils exclurent en 1955 pour « capitulation devant le stalinisme ») : à savoir la compréhension que le parti révolutionnaire serait le produit de la jonction du programme marxiste-révolutionnaire porté par de petits noyaux d'avant-garde (l'avant-garde « historique », l'avant-garde au sens étroit du terme) et de l'avant-garde ouvrière (avant-garde au sens large du terme), telle qu'elle pouvait se dégager du champ politique concret profondément structuré par les organisations politiques traditionnelles hégémoniques dans la classe. On retrouve dans tous les textes, écrits depuis cette période par l'OCI sur la question, une problématique fort proche (souvent à la lettre même) de Pablo (*Sens et portée du IV^e congrès mondial*, article de la *QI* de 1954) ou Mandel (*la Révolution mondiale de sa phase empirique à sa phase consciente*, même époque, reproduit dans *la Longue Marche de la révolution*, éd. Galilée) ou encore Livio Maitan (brochure de 1956 sur les rapports avant-garde/masses) ; textes précisément écrits alors contre les courants dogmatiques-sectaires du type lambertiste en même temps que contre les tentations d'adaptation aux appareils.

Quelle était l'évolution du débat dans les autres courants issus de la scission de 1952 ? Ceux que Lambert exclura en 1955 n'étaient pas opposés de manière absolue à l'entrisme dans le PCF. Et ce furent essentiellement eux qui assumèrent le débat face à la majorité internationale jusqu'en 1952. Dénonçant à juste titre certaines formulations outrancières de Pablo qui ne seront d'ailleurs pas reprises dans les textes officiels de la majorité mais qui pouvaient inquiéter quant à son devenir, vu que Pablo en était le principal inspirateur, sceptiques — à juste titre — sur la perspective de guerre mondiale à court terme que prévoyait (comme tout un chacun alors) la majorité, ils développaient une orientation qui surestimait — à l'époque — la possibilité que se structure, à l'extérieur des organisations réformistes (ou au moins en marge), une nouvelle avant-garde issue de la double crise prévisible de l'impérialisme et du stalinisme. Ils mettaient cependant l'accent sur un problème réel : comment avec nos seules forces, extrêmement limitées (et la scission n'avait pas encore eut lieu) croire possible de pouvoir influencer directement et efficacement la future opposition interne au PCF qui ne manquera pas de naître à terme ? Nous risquons même de nous y noyer (c'est ce qui arriva en Grande-Bretagne, aux USA, en France avec l'aile qualifiée de « stalinophile », par opposition à l'aile lambertiste « stalinophobe », qui finira par s'adapter à son milieu de travail, au point d'abandonner toute référence à la IV^e Internationale et — comme le groupe de Michèle Mestre en France — à chercher à opérer dans le PCF de la « déstalinisation » la jonction avec le courant

resté fidèle à Staline pour « redresser » le parti). Pour intervenir efficacement en direction du PCF, disaient ces camarades, il faut une accumulation de forces préalable, un seuil minimum de crédibilité. Quand, au moment de l'affaire Marty-Tillon, ils tentent de construire des « comités de redressement communiste » (c'est à cette époque que se crée Unir), c'est dans cette optique qu'ils travaillent. De même ensuite, en rejoignant la Nouvelle gauche puis l'Union de la gauche socialiste (cf. article de Michel Lequenne dans *Critique communiste* sur le centrisme). Par leurs comités, comme plus tard ceux qui quitteront le PCI avec Denis Berger en 1958 (expérience de la Voie communiste), ils s'efforcent de créer un lieu de regroupement souple, à la fois pour des militants en rupture d'avec le PC que pour des militants devenant oppositionnels dans le PC, tentant par là de prendre en compte un autre problème réel qui pouvait se poser à la tactique entriste, l'écartèlement, là encore à cause de notre faible nombre, entre différents courants de radicalisation (ceux qui avaient « compris » et s'éloignaient à grandes enjambées du PCF avec tendance à considérer notre entrisme comme timoré, et ceux qui restaient au PCF, soit parce qu'ils avaient encore quelques illusions, soit parce qu'ils pensaient la rupture minorisante et auto-isolante à cette étape). Ces questions, en fait, ne commencèrent vraiment à émerger effectivement, au moins à une certaine échelle de masse, qu'au milieu des années soixante, et dans un secteur encore limité (celui de la jeunesse universitaire), posant des problèmes difficiles de tactique à nos camarades dans l'UEC dont la base se radicalisait dans un dynamique d'opposition frontale au PCF, qui risquait de conduire à un sortisme prématuré (avant que tous les fruits de la tactique entriste ne soient recueillis). Inversement se couper de cette base pour attendre le gros du secteur, c'était risquer de se retrouver tout seuls sans plus aucun moyen d'influence en direction du gros du secteur, et d'autre part, abandonner cette base à toutes les dérives populo-spontanéistes ultra-gauches. Ce fut une des raisons de notre rupture avec la fraction pabliste dans le PCI qui refusait de passer de la lutte pour la démocratie interne dans l'UEC, menée en alliance avec les courants droitiers (dits pro-italiens), à une lutte d'orientation politique sur de claires positions de gauche par rapport à l'appareil.

En fait on aboutit à un chassé-croisé : 1965 marque justement l'entrée dans une nouvelle période où « l'entrisme » tel qu'il avait été élaboré, à l'orée des années 50 comme concrétisation, à cette étape, de la stratégie de construction du parti, dans le cadre de la problématique plus générale des rapports avant-garde/masses dégagée à l'occasion de la rectification des erreurs triomphalistes d'après-guerre (marche forcée ultra-volontariste au parti trotskyste de masse), devint partiellement caduc. Alors que, jusque là, notre politique de construction était suspendue à la stricte évolution des rythmes de différenciation interne aux organisations traditionnelles (en France essentiellement PCF), rythmes que nous ne pensions — pour cela — ne pouvoir efficacement influencer que de l'intérieur, la remontée

des luttes et l'apparition d'une nouvelle génération militante à la périphérie du mouvement ouvrier permettaient de rompre avec cette politique. Sans renier notre problématique générale, dont l'entrisme n'était qu'une application tactique, nous faisons le pari (qui ne fut que progressivement formulé et étayé) que ce dégagement de nouvelles avant-gardes jeunes, essentiellement étudiantes à cette étape, n'était que le signe avant-coureur d'une recomposition en profondeur du mouvement ouvrier et que, dorénavant, les différenciations au sein des organisations ouvrières traditionnelles seraient davantage le produit de l'intervention extérieure que celui de leur propre dialectique interne.

L'achèvement du tournant : 1969, une nouvelle analyse de la situation

La remontée lente, mais effective, de la classe ouvrière, après le camouflet au pouvoir fort que fut la grève des mineurs de 1963 (où les travailleurs s'assirent sur le décret de réquisition), remontée marquée par l'érosion électorale de la majorité gaulliste, après le passage à l'opposition du Parti socialiste (après qu'il se soit proclamé « à l'avant-garde de la V^e République »), les poussées de la base à l'unité d'action revendicative (CGT, CFDT) et électorales ne furent jamais analysées comme telles par le groupe Lambert, puis l'OCI, par ailleurs largement coupés de la réalité révolutionnaire des autres pays. Il conservait sa vision catastrophiste d'une classe ouvrière de plus en plus acculée et exsangue, au bord de la destruction organisationnelle et physique. Ils condamnent alors la recherche de l'affrontement dans une classe ouvrière dont certains secteurs commencent à entrer en effervescence :

« La bourgeoisie a l'initiative (...) nous devons tout faire pour éviter de court-circuiter la maturation politique indispensable aux répliques d'envergure (...). En liaison avec leur politique de capitulations, les appareils bureaucratiques (...) veulent empêcher cette maturation politique de se produire, au nom de « l'action ». Le caractère aventuriste des mouvements peuvent offrir à la bourgeoisie l'occasion de frapper, et, en tout cas donner à la classe ouvrière un sentiment d'impuissance, c'est-à-dire concourir à développer le processus de démoralisation et de désintégration. Il n'en résulte pas que tout mouvement est impossible ». (sic !) (Stéphane Just. « la Vérité », janvier 1967).

Dans *Informations ouvrières*, pareillement, on peut lire alors :

« Instinctivement, la masse des travailleurs comprend que l'initiative dans la lutte des classes appartient actuellement à la bourgeoisie. Autrement dit, les conditions ne sont pas réunies pour engager des actions offensives contre le capital et son Etat (...) Les appareils, sous la direction de l'appareil corporatiste de la CFDT, trompent et dupent les travailleurs en cherchant à les jeter dans des actions qui, toutes, mènent à l'affrontement

avec l'Etat (...), déclarent vouloir susciter des « luttes dites d'envergure » contre l'Etat et de Gaulle. Il s'agit là d'une entreprise de mystification qui tend, avec des actions aventuristes, à casser la tête de la classe ouvrière. » (Problèmes)

Aujourd'hui, sans autocritique explicite, les lambertistes sont revenus sur cette analyse. Ils ne font plus remonter la radicalisation à la chute de De Gaulle après son échec au référendum de 1969 comme ils l'ont fait dans la période qui a immédiatement suivi ils datent maintenant, comme nous le faisons depuis 1963, la remontée à la grève des mineurs. Mais ils gardent la forme « catastrophiste » de leur analyse de la période précédente. L'apocalypse de la destruction et de la déchéance s'est retournée en son contraire. Aujourd'hui, nous sommes rentrés, non seulement dans une période « d'actualité de la révolution », mais « d'imminence ». Nous nous trouvons même dans une situation en train de transiter d'une situation prérévolutionnaire à une situation révolutionnaire (résolution unanime du XX^e Congrès). On peut ajouter que, dans leur volonté de ne pas couper la révolution mondiale en tranches, la même analyse tend à être appliquée partout (non seulement au Portugal dès le 25 avril 1974, mais aussi en Argentine à la veille du putsch, en Grande-Bretagne — et pourquoi pas ? — dans l'ensemble des pays de l'Est). On voit des soviets partout (Irbid, Assemblée populaire de Bolivie...), ce qui n'empêche pas de fixer des tâches curieusement en retrait sur cette situation explosive : défense des acquis, défense des libertés démocratiques, assemblée constituante souveraine au Portugal (alors qu'il y a une situation révolutionnaire, OCI dixit, c'est-à-dire si les mots signifient quelque chose : situation de double pouvoir — et l'OCI reconnaît fort bien la nature « soviétique » des Commissions de travailleurs — mais en même temps — comme un quelconque CERES — elle développe une politique jouant sur la coexistence de l'Assemblée bourgeoise et des organismes ouvriers à dynamique politique alternative soumettant, par son mot d'ordre « d'Assemblée constituante souveraine » ceux-ci à celle-là !)

Non seulement, l'OCI a repris à son compte des éléments tactiques et stratégiques du type de ceux que nous avançons dans les années cinquante, mais elle articule l'ensemble autour d'un catastrophisme révolutionnaire qui fait irrésistiblement penser à la « guerre qui vient » de Pablo. Certaines hypothèses que celui-ci formulait alors sur les conséquences qu'aurait une guerre mondiale éclatant comme un coup de tonnerre dans un ciel serein (dans un mouvement ouvrier figé, aux rapports de force stables) pouvaient avoir quelque cohérence. Les hypothèses que fait l'OCI sont, elles, complètement déphasées par rapport à l'état réel d'un mouvement ouvrier en profonde fermentation et restructuration est d'ores et déjà engagée.

Une vision figée et mécaniste, objectiviste et opportuniste de l'évolution du mouvement ouvrier

1/ La surestimation des organisations traditionnelles

La période révolutionnaire directe ouverte, les masses renforceront considérablement le poids des appareils. L'OCI devra lors se « maintenir » et « résister en attendant (c'est moi qui souligne) *que les masses fassent l'expérience de leurs illusions.* »

L'idée qui se dégage ici contient évidemment un grain de vérité. Toutes les périodes révolutionnaires ont vu, dans leur première phase, un afflux des masses vers les organisations traditionnelles. C'est un premier pas vers la prise de conscience. Les masses rejoignent les organisations qui tiennent le devant de la scène, pas les groupuscules. Mais il faut comprendre que ce mouvement est extrêmement contradictoire et riche de possibilités (comme jamais ce peut l'être en période normale) : les masses qui, pour la première fois, se mobilisent à cette échelle, se politisent rapidement, vont très vite se heurter non seulement à la politique au ralenti des « temps normaux », à la vie politique des seuls politiciens. Autrement dit, le renforcement des vieilles organisations est en même temps l'affaiblissement considérable de celles-ci (et pas simplement de leur appareil), leur mise en crise profonde. Ne pas voir de double mouvement risque d'être très grave quant aux conséquences politiques.

2/ La sous-estimation des possibilités de l'avant-garde.

Le complément obligé de l'analyse précédente. Les révolutionnaires vont être submergés. Il leur faudra faire le gros dos, développer sans relâche leur propagande et attendre des jours meilleurs. Voilà les tâches à l'ouverture de la crise ! Nous pensons au contraire que les possibilités d'intervention, de conviction et d'action des révolutionnaires seront plus grandes que jamais. Même si, dans un premier temps, elles resteront encore modestes par rapport à celles des organisations traditionnelles. Mais on entre là dans une situation où les rythmes s'accélèrent, où les cloisons tombent, où les interrogations jaillissent, où les révolutionnaires disposent d'une arène plus large que jamais pour faire connaître leurs idées et même commencer pratiquement à tester leur politique. Ils seront moins isolés que jamais. Ils se renforcent parallèlement aux réformistes opérant leur jonction avec ceux qui étaient déjà en rupture avec eux dans la phase précédente, influençant ceux qui sont devenus critiques dans les organisations traditionnelles. La situation de ce point de vue est très différente de celle de 1936 ou de 1944, un espace politique existe aujourd'hui pour les révolutionnaires (mais même en 1936 et 1944, nos forces ont crû). Si une

organisation révolutionnaire ne se développe pas, ne s'enracine pas un minimum, n'a pas un tant soit peu prise sur les événements d'une montée révolutionnaire c'est que quelque chose cloche dans leur politique. Est-ce que que l'OCI veut justifier par avance la stagnation qu'elle ne manquera pas de connaître si elle persévère sur sa ligne ?

3/ L'hypothèse de la régénérescence

A partir d'une vision de la bureaucratie comme une verrue sur un corps sain, « *la bureaucratisation a dénaturé les organisations prolétariennes initiales en les asservissant à ce qu'on appelle aujourd'hui les appareils* », c'est-à-dire d'une vision réifiée de la superstructure politique des organisations qui en fait une simple machine surajoutée, on tire des conséquences simplistes (et opportunistes) du type : la classe ouvrière doit se réapproprier ses organisations. Ce qui est à la rigueur juste pour les syndicats, à condition de lier cette réappropriation à une véritable révolution interne (ce n'est pas qu'un changement de ligne et d'équipe de direction) et de comprendre la place seconde que les syndicats occuperont dans la crise révolutionnaire par rapport aux conseils ouvriers (cf. I^{er} Congrès de l'Internationale communiste), devient franchement erroné à propos des partis où le raisonnement, valable pour les organisations à vocation de masse (c'est-à-dire intégrant différents niveaux de conscience, différents courants), ne s'applique plus. Ces organisations sont irredressables, ce n'est pas que leur appareil qui est en cause, mais leur structuration, leur rapport aux masses et à la bourgeoisie, etc. Ce n'est pas parce que nous défendons ces organisations face à la bourgeoisie que nous avons à les défendre en soi face au prolétariat. Ce seront des obstacles à renverser. On tient là peut-être la racine théorique de ce fameux FU stratégique de l'OCI. Pierre Fougeyrollas, déjà cité plus haut, n'écrit-il pas en conclusion de *la Révolution prolétarienne et les impasses petites-bourgeoises* (1976) : « *Puisqu'il n'est pas possible d'accomplir les tâches de la révolution prolétarienne hors des organisations ouvrières existantes, il faut permettre aux masses d'utiliser, dans leurs intérêts vitaux, ces organisations en les arrachant, pour la réalisation du Front unique, au contrôle et à la domination des appareils.* »

4/ L'hypothèse ultime du redressement possible des directions.

Pourquoi ne pas aller jusqu'au bout puisque on est si bien lancé sur le chemin : « On ne peut écarter l'hypothèse que, placés devant la dislocation du système impérialiste, la crise politique de tel ou tel bourgeoisie, parvenue au stade où l'appareil d'Etat se fissure et se disloque devant le déferlement de la révolution prolétarienne, des gouvernements des partis ouvriers portés au pouvoir par le mouvement des masses et contraints de l'assumer soient, y compris en Europe, obligés de s'avancer sur la voie de

la rupture avec la bourgeoisie. » Avec cette idée l'avant-garde est excellentement armée pour comprendre les processus qui auront lieu et développer la défiance vis-à-vis des directions réformistes, comprendre, derrière toutes les manœuvres et chevauchements le rôle fatalement contre-révolutionnaire qu'elle seront amenés à jouer. En 1917, mencheviks et socialistes-révolutionnaires, ont appelé à la création et à la centralisation des conseils ouvriers. On peut être certain que, ni Willy Brandt, ni Wilson, ni Marchais et autres Berlinger ne nous offriront pas de telles occasions : les lieutenants ouvriers de la bourgeoisie et de la bureaucratie stalinienne ont tiré quelques leçons de l'histoire, eux ! (1) L'OCI, elle, a un jour expliqué que le gouvernement révolutionnaire de la Commune était après tout un gouvernement de front unique (réformistes-révolutionnaires). Les mauvaises langues répondraient que c'est évidemment une raison de son échec.

Le piquant, ou le tragique de l'affaire, est, qu'au même moment les lambertistes n'aient toute possibilité de passage à la construction d'un Etat ouvrier au Vietnam pour le PCV.

On comprend ainsi la « pédagogie », fortement tentée d'opportuniste qu'elle propose à ses militants d'appliquer : l'OCI « apprendra à éviter au maximum, pendant un temps, l'affrontement direct avec les appareils. » On ne sait jamais ! Si, des fois, le vote du rapport moral de Bergeron ou d'Henry les amenait à aller plus loin qu'ils ne veulent...

Le choix des cibles et des alliés privilégiés : où est l'avant-garde large qu'on peut raisonnablement estimer gagnable à l'heure actuelle ?

1/ Condamnation totale de l'extrême gauche et de sa mouvance

« Lorsque Lénine, polémique avec le gauchisme de 1920-21 le caractérisait justement en tant que « maladie infantile du communisme » : en ce sens qu'à l'époque, les gauchistes voulaient avancer plus rapidement vers la dictature du prolétariat en cherchant à brûler les étapes. Ce faisant, ils accumulaient toutes sortes de fautes théoriques, pratiques, qui gênaient la marche vers la victoire et la construction de véritables partis communistes. Mais le gauchisme, alors, comme courant, se situait sur le terrain de la révolution prolétarienne, sur le terrain de la dictature du prolétariat : c'était un courant communiste; : XVII^e Congrès).

A présent, dit l'OCI, nous avons affaire à une dégénérescence (irréversible, elle, semble-t-il) du gauchisme, à un gauchisme anti-ouvrier, qui

(1) Cela ne voulant pas dire, pour nous, qu'ils soit faux de les appeler à prendre leurs responsabilités, mais nous devons aussi nous préparer à prendre les nôtres sans illusions ni

de maladie infantile est devenue maladie sénile, à une nouvelle catégorie historique d'« intellectuels décomposés, distillant la haine de la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière, ses traditions, la haine contre la révolution prolétarienne et son objectif centralisé, la dictature du prolétariat, la haine contre le bolchevisme » (17^e congrès).

« Le gauchisme décomposé trompe les jeunes en spéculant sur la révolution, en prônant la « révolution » sexuelle, morale, idéologique (...) La révolution n'est pas une affaire de libération individuelle ».

« Il s'est rangé du côté de l'ordre bourgeois, consciemment ou inconsciemment, peu importe, à ce stade de l'analyse ».

« Les organisations petites-bourgeoises gauchistes décomposées (...), PSU, Ligue communiste, AMR, Mouvement du 22 mars, Lutte ouvrière, anarcho-maoïstes, etc. se sont rangés du côté de la bourgeoisie sur la question fondamentale de toute révolution, qui est, répétons-le, celle du pouvoir ».

« Mai-juin 1968 a révélé qu'avec le stalinisme, et, comme sa conséquence et son revers, le gauchisme décomposé est devenu le pire ennemi de la révolution ». (XVII^e Congrès).

L'adversaire principal étant bien évidemment la IV^e Internationale révisionniste, capitularde, liquidatrice, flanc-garde des appareils.

Alors que Lénine insistait sur le combat patient en direction des gauchistes, rançon inévitable de l'opportunisme du mouvement ouvrier, et que Trotsky insistait toujours sur la nécessité de ne pas tenir la balance égale entre les gauchistes et les droitiers, les uns étant une maladie interne qu'on soigne par l'expérience et l'éducation, l'autre corps, de plus en plus étranger, n'appelant que des traitements chirurgicaux. Certes, dans une période démoralisation, de défaite, de prostration de la classe ouvrière, peuvent substituer des sectes ultra-gauches de phraseurs révolutionnaristes ; mais sommes-nous dans une telle période pour que l'essentiel du « gauchisme » soit analysé ainsi ?

Certes, à côté d'un centrisme de gauche et se mêlant souvent à lui peut exister un centrisme de droite, la vague de radicalisation portant des travailleurs de droite à gauche pouvant rencontrer les produits du reflux de la précédente montée qui, eux, passent de gauche à droite. De même qu'un centrisme juvénile peut momentanément se reconnaître dans une direction de centristes séniles, centristes de profession qu'ils portent (ou acceptent simplement) à leur tête lors de la première vague de radicalisation. Mais prendre un phénomène pour l'autre, qualifier tout ce qui se radicalise à l'extérieur des organisations traditionnelles de « centristes réactionnaires », c'est raisonner en termes de bureaucrate ou n'être sensible qu'aux formes dans lesquelles momentanément la radicalisation s'exprime, c'est la manquer.

Et, comme le disait Lénine, on risque d'exagérer la lutte contre le centrisme, la transformer en sport, et, loin de l'affaiblir, aboutir en fait à le renforcer.

Cette découverte d'un pseudo « néo-gauchisme » permet ainsi à l'OCI de justifier une politique vis-à-vis des militants d'extrême gauche qui n'a rien à voir avec celle de Lénine et de Trotsky et qui remplace bien trop souvent le libre et fraternel débat par l'injure et les coups. Elle peut, de plus, se dédouaner à bon compte, ainsi aux yeux des appareils, sinon de la bourgeoisie (qui a reconnu en revenant sur sa dissolution après Mai 1968, qu'elle n'avait pas cherché à porter atteinte aux institutions).

2/ Méfiance vis-à-vis des inorganisés et des militants critiques non convaincus des vertus du front unique modèle OCI

La « défiance » de la classe ouvrière « à l'égard des appareils l'amène à considérer avec une énorme méfiance les organisations syndicales, ses organisations élémentaires de classe, mais qui sont dominées et contrôlées par les appareils, et à réagir de façon encore inconnue en France par une sorte de réflexe contre l'organisation. (...) Bien qu'embryonnaire, cette tendance est grosse de dangers ». (XVII^e Congrès). Cinq ans après, en 1976, dans un article de *la Vérité*, G. Bauvert écrira qu'elle « recèle des illusions mortelles » même si, en même temps, il reconnaît qu'échapper « à la tutelle démoralisante des appareils » n'est tout de même pas purement négatif.

3/ Essentiellement dans les organisations traditionnelles

Toute la politique de l'OCI va s'orienter vers les « cadres organisateurs de la classe », « l'avant-garde potentielle », qu'elle situe dans ces organisations (à son XVIII^e Congrès, elle reprendra même l'expression honnie jusque là de « trotskystes inconscients » à leur propos) : « *Ce qu'il nous faut apprendre, c'est à faire éclater, pour ainsi dire de l'intérieur — ce qui suppose une OCI « indépendante » « extérieure » — le mensonge et la tromperie dans la politique bourgeoise des appareils* ». Il faut donc « *dans une première étape, amener (...) les cadres et les militants à s'opposer aux appareils sans qu'ils soient conduits à penser que l'OCI leur demande de rompre immédiatement avec la confiance (ébréchée certes, mais confiance tout de même) qu'ils gardent dans les directions traditionnelles* ». (XVII^e Congrès)

« *Il existe un assez grand nombre de militants du PCF et du PS, des organisations syndicales CGT, CFDT, FO, FEN, qui sont réellement disposés à marcher jusqu'au bout avec les travailleurs contre les capitalistes et l'Etat bourgeois. Ils n'entendent pas, à cette étape, rompre ouvertement avec « leurs partis » ; néanmoins, ils aident les travailleurs à interpréter les « directives » à leur façon. A un étage au-dessous des appareils, dans les organisations en partie sous leur couverture, des liens nouveaux se nouent entre les aspirations des masses et les militants. Celles-ci et ceux-ci n'ont pas l'intention de rompre avec leurs directions. Au contraire, la majorité*

des travailleurs, y compris ceux qui seront entraînés dans des actions de débordement, et les militants entendent que les dirigeants appliquent « leur » programme, c'est-à-dire ce qu'ils croient être le programme de leurs aspirations ». (XVIII^e Congrès).

Depuis fort longtemps, l'OCI a su se lier à des « cadres organisateurs » qui ne sont rien moins que décidés à quitter leurs organisations qu'ils y ont des postes de responsabilité sinon des permanents. L'OCI se contente d'engagements vagues pour l'unité, l'indépendance et la démocratie et n'est pas très regardante sur le reste. Evidemment, le reste est, en général, le plus important. Les engagements en question peuvent couvrir toute sorte de marchandises apolitiques et anticommunistes. On ne s'allie évidemment pas avec ceux qui furent un temps les seuls à lutter effectivement, et de plus les armes à la main, contre le gaullisme et l'impérialisme français, ceux que le groupe Lambert appelait « les tueurs du FLN », mais avec les pivertistes francs-macs ou les ex-anarcho-syndicalistes à la Hébert, responsable de l'UD-FO, de Loire-Atlantique qui, entre deux meetings lambertistes, appelle à voter André Morice, radical d'extrême droite et partisan à tout crin de l'Algérie française. « *Au sein du Parti socialiste, écrit Lambert dans la Vérité de janvier 1972, l'autogestion est devenue un des points de clivage qui opposent plus ou moins clairement les tendances tirant ouvertement à la transformation du PS en une organisation de type clérico-corporatiste à celles qui cherchent à préserver le caractère « ouvrier » de la vieille social-démocratie* ». Aussi l'OCI enverra-t-elle Hébert à Limoges pour l'aider à mener sa campagne contre Georges Sarre du CERES, car il a tenté de détruire la fédération FO des PTT « *au compte du cléricalisme, au compte de la CFDT* » (10 février 1973).

Gageons que l'avant-garde ouvrière, la vraie, a été très ébranlée par l'arrivée de cet allié compromettant. Que penser, enfin, de la complaisante tribune offerte au rassemblement de Nantes pour l'unité, impulsée par l'OCI en 1975, au député Christian Chauvel qui venait d'être exclu du groupe parlementaire socialiste parce qu'il avait refusé de rompre la coalition formée avec la droite du conseil municipal de Nantes ? Centriste sans doute farouchement antistalinien et non moins farouchement anticlérical. Ni au rassemblement ni après, l'OCI n'a élevé la moindre critique des conceptions pour le moins curieuses qu'avait son invité d'honneur sur la question du front unique dans sa pratique politique quotidienne. Mais peut-être faut-il considérer les Jules Moch, Max Lejeune, Hintermann, Muller et autres comme des militants ouvriers ? Leur refus de l'Union de la gauche est-ce la volonté de voir se réaliser le front unique, leur sortie du PS, est-ce pour protester contre la perte de son caractère ouvrier ? Quelle différence avec un Christian Chauvel ? Ce choix des alliés juge une organisation.

Les difficultés d'application d'une politique contradictoire et erronée

On ne peut, sans conséquence, pratiquer un « entrisme sans entrée », donner la priorité aux développements de l'organisation dans la jeunesse, en même temps qu'avoir pour cible immédiate et exclusive dans l'orientation les préoccupations des vieux cadres organisateurs des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, se référer au trotskysme et à la problématique transitoire et se battre sur un programme minimum, analyser la période comme transitoire et se battre sur un programme minimum, analyser la période comme transitant d'une situation pré-révolutionnaire vers une situation révolutionnaire et ne pas arriver à dépasser une activité de type propagandiste, « syndicaliste » ou « démocratique ».

Les conséquences ont été relevées à chaque bilan, lors de chaque congrès depuis plusieurs années, sans que cela semble se traduire par une amélioration, puisque chaque fois ce sont les mêmes autocritiques qui sont faites : en permanence l'OCI « oscille », elle « trébuche à chaque pas », « hésite », « se précipite dans un gauchisme impuissant » ou dans « l'adaptation à la politique des appareils », opérer des « glissements électoralistes », caractériser la politique de front populaire comme « nécessaire », etc.) (Citations extraites des thèses du XVII^e Congrès, de la brochure de César Corte sur le FUO ou de l'article de Berg dans la Tribune préparatoire au XX^e Congrès, 10.13.11.75).^{*} Le passage suivant d'une résolution du XVIII^e Congrès résume involontairement, mais excellemment, les acrobaties politiques de l'OCI :

« La confuse politique de pression que cherchent à réaliser des cadres organisateurs pour amener à redresser « leur Parti » n'aura un contenu progressif que si, par notre action nous les amenons à abandonner cette position » (on aimerait savoir comment l'abandon d'une politique doit lui donner un contenu progressif ; il semble à première vue difficile de donner un contenu quelconque à une politique qui a été abandonnée !

La combinaison du sectarisme et de l'opportunisme

L'opportunisme politique en direction des courants droitiers du mouvement ouvrier a son complément dans un sectarisme outrancier vis-à-vis de ses courants gauches ; l'opportunisme quasi apolitique des regroupements unitaristes qu'impulse l'OCI ne peut tenir que par des rapports bureaucratiques entre l'OCI et ces organismes même quand il s'agit de tendances syndicales formellement autonomes.

Ainsi, l'OCI reconnaît la difficulté à faire véritablement exister

comme tendance à part entière son « EE-FUO » dans la FEN.

« Dans l'immédiat, à l'intérieur de FO et de la CGT, la « proclamation » d'une tendance syndicale (type CGT lutte de classes) serait artificielle (elle fut pourtant à plusieurs reprises tentée. NDLR), et, en définitive, serait une façon d'éviter d'apporter des réponses politiques aux travailleurs... C'est dans Informations ouvrières que militants CGT et FO se regroupent autour de notre politique et doivent donc s'exprimer politiquement » (XVII^e Congrès). Si le cœur vous en dit, la fraction-tendance vous accueille.

Quant à l'AJS *« qui n'est pas une organisation de type bolchevik, fondée sur les principes du centralisme démocratique, mais une organisation communiste de masse, jouant en fait dans la lutte des classes le rôle d'un véritable syndicat de défense de la jeunesse, dans le cadre et sur le programme politique de front unique ouvrier » (Jeune révolutionnaire, Octobre 1968). Au moment du II^e Congrès il était précisé « Nul, à quelque tendance qu'il appartienne n'est exclu du 2^e congrès ». Organisation de masse, mais communiste, en fait organisation tenue en lisière par l'organisation adulte qui lui fournit ses cadres et son orientation.*

Des organismes transitoires... vers le parti transitoire (ou/et le FU)

L'objectif, nous l'avons vu, est d'offrir à des militants partagés entre leur fidélité organisationnelle et leurs attaches de classe, pas encore convaincus pour rompre avec un PC ou un PS dont, par ailleurs, ils critiquent la politique, une structure de regroupement où ils pourront travailler avec l'OCI sans rompre avec leur parti. Cette structure de regroupement, impulsée et dirigée ouvertement par l'OCI mais qu'on peut rejoindre sans être d'accord avec l'entièreté du programme de l'OCI, dessine en pointillé la future organisation révolutionnaire : la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) qui ne sera peut-être pas encore elle-même le parti, mais une organisation centriste évoluant vers le parti, si le rapport de forces entre l'avant-garde étroite (OCI) et avant-garde plus large se dégageant des organisations traditionnelles ne permet pas, dans un premier temps, d'aboutir à un parti construit sur la base du programme de la IV^e Internationale :

« La perspective stratégique de la Ligue : un cadre de militants contrôlés par les vieilles directions s'efforcent de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience. Nous disons à ces militants : (...)Vous approuvez (la) politique de l'OCI, mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau

parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs : c'est votre droit, comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble (...). Au sein même du PCF et de la CGT, cette ligne correspond à l'état d'esprit de militants qui, de l'intérieur, combattent sur nos mots d'ordre, dans l'espoir de « faire pression » pour redresser le parti.

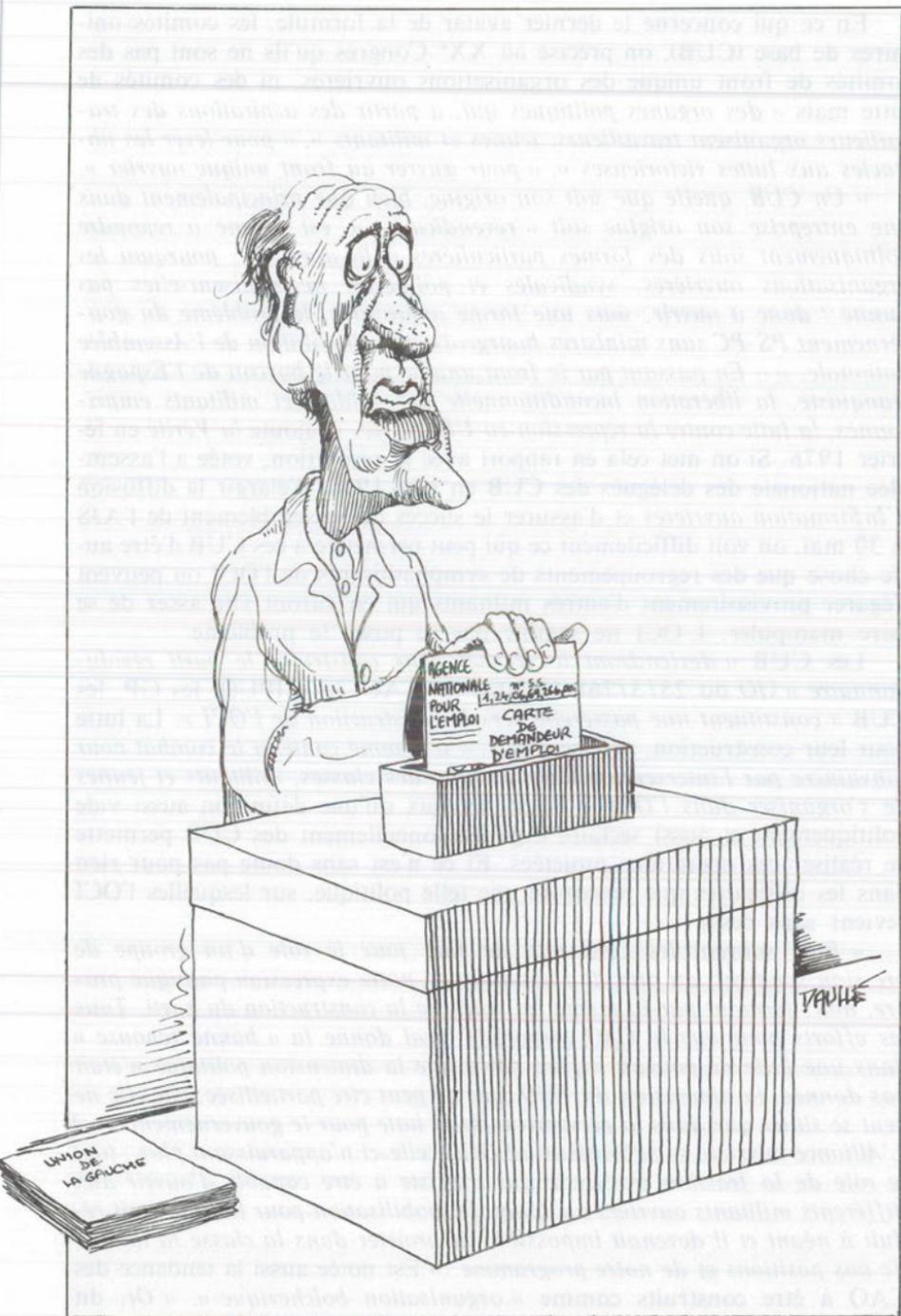
« Tel est le contenu de la LOR qui trouve son expression dans les comités d'alliance ouvrière, les comités pour l'unité ouvrière et toute autre forme d'organisation souple qui constitueront ce pont que nous devons édifier entre le moment actuel dans la construction du parti révolutionnaire et l'étape où le parti révolutionnaire dirigeant sera construit.

« Cela implique en particulier une compréhension correcte du fonctionnement politique des CAO (Comités d'alliance ouvrière) qui ne doivent pas être structurés sur les formes d'organisation du bolchevisme. Fonctionnement, ordres du jour, activité doivent répondre à la nécessité d'assurer aux CAO le caractère et le contenu d'un regroupement large de militants lutte de classes pour l'intervention politique sous toutes ses formes dans la lutte de classes du prolétariat, que l'OCI, qui en est le moteur, éleva ainsi à la conscience des tâches révolutionnaires du combat pour le pouvoir. » (XVII^e Congrès). Car, en même temps, et c'est là toute l'ambiguïté de ce regroupement large à vocation étroite : « L'Alliance ouvrière n'est pas un cadre figé, séparé par les barrières de l'OCI (...). Le choix de la méthode du rassemblement permet de ne pas « figer » l'Alliance ouvrière dans un congrès et ouvre, dans le cadre de la stratégie de la LOR pour la construction du parti révolutionnaire, la perspective de renforcement de l'OCI elle-même. »

Autrement dit : structures larges de... manipulation et de recrutement des « fronts rouges »... sur un programme minimum, ou des groupes Taupes qui seraient en même temps des comités de lutte.

L'ambiguïté ou l'équivoque est encore plus nette dans les Comités d'initiative pour l'unité ouvrière qui succèdent aux CAO dans la faveur des masses : « Le CIPUO n'est pas un rassemblement de sympathisants de l'OCI, ni un groupe politique ; il correspond à l'organisation de la force combattante pour le front unique, dans un moment où les revendications d'une usine, d'une corporation peuvent concentrer le problème du gouvernement. C'est pourquoi, il peut trouver son prolongement dans sa transformation en véritable comité d'action, représentation politique des masses en lutte contre le gouvernement bourgeois, organe présoviétique, comme dans un rassemblement politique au plan de la perspective gouvernementale, forme transitoire de construction du parti. » (César Corte, brochure sur le front unique).

Si le Comité n'arrive pas à ses fins en s'élargissant à l'ensemble des travailleurs, FU lui-même, on récupère toujours les meilleurs pour construire le parti dont le développement permettra justement ultérieurement d'effectivement réaliser le FU car alors il sera assez fort pour l'imposer.



En ce qui concerne le dernier avatar de la formule, les comités unitaires de base (CUB), on précise au XX^e Congrès qu'ils ne sont pas des comités de front unique des organisations ouvrières, ni des comités de lutte mais « *des organes politiques qui, à partir des aspirations des travailleurs organisent travailleurs, jeunes et militants* », « *pour lever les obstacles aux luttes victorieuses* », « *pour œuvrer au front unique ouvrier* ».

« *Un CUB, quelle que soit son origine, bien que principalement dans une entreprise son origine soit « revendicative », est amené à répondre politiquement sous des formes particulières à la question : pourquoi les organisations ouvrières, syndicales et politiques ne réalisent-elles pas l'unité ? donc à ouvrir, sous une forme appropriée, le problème du gouvernement PS-PC sans ministres bourgeois et la dissolution de l'Assemblée nationale.* » « *En passant par le front unique pour le boycott de l'Espagne franquiste, la libération inconditionnelle des soldats et militants emprisonnés, la lutte contre la répression en URSS, etc.* », ajoute la *Vérité* en février 1976. Si on met cela en rapport avec la résolution, votée à l'assemblée nationale des délégués des CUB en juin 1976, d'élargir la diffusion d'*Information ouvrières* et d'assurer le succès du rassemblement de l'AJS le 30 mai, on voit difficilement ce qui peut permettre à ces CUB d'être autre chose que des regroupements de symphathisants de l'OCI où peuvent s'égarer provisoirement d'autres militants qui en auront vite assez de se faire manipuler. L'OCI ne semble pas se poser le problème.

Les CUB « *deviendront le creuset pour construire le parti révolutionnaire* » (IO du 25/3/76). Comme les CAO, les CIPUO, les GP, les CUB « *constituent une passerelle vers la construction de l'OCI* ». La lutte pour leur construction, précise l'OCI, « *a comme contenu le combat pour convaincre par l'intervention dans la lutte des classes, militants et jeunes de s'organiser dans l'OCI* ». Il est douteux qu'une définition aussi vide politiquement et aussi sectaire organisationnellement des CUB permette de réaliser ces opérations projetées. Et ce n'est sans doute pas pour rien dans les difficultés que rencontre une telle politique, sur lesquelles l'OCI revient sans cesse :

« *Bien souvent les CAO ont, de fait, joué le rôle d'un groupe de pression syndical, au prix de l'abandon de notre expression politique propre, nous fermant par-là même les voies de la construction du parti. Tous les efforts pour que le CAO corporatif local donne la « bonne réponse » dans une lutte ne pouvait suffire parce que la dimension politique n'était pas donnée, la dimension du FUIO, qui ne peut être partiellisée, car elle ne peut se situer que dans la perspective de la lutte pour le gouvernement (...)* L'Alliance ouvrière se substituait à l'OCI, celle-ci n'apparaissant plus ; tout le rôle de la fraction trotskyste qui consiste à être capable d'ouvrir aux différents militants ouvriers un cadre de mobilisation pour la lutte était réduit à néant et il devenait impossible de projeter dans la classe la totalité de nos positions et de notre programme. » Est notée aussi la tendance des CAO à être construits comme « *organisation bolchevique* ». « *Or, dit*

l'OCI, si l'OCI doit se construire pour construire le parti révolutionnaire, comme organisation bolchevique, la médiation organisationnelle que représente l'Alliance ouvrière et les CAO ne peut être bâtie comme organisation bolchevique. Car si tel était le cas, il n'y aurait aucune différence qualitative entre l'OCI et l'Alliance ouvrière, cela coule de source. Mais dans la pratique nous opérons nous-mêmes cette confusion qui nous conduit nécessairement à une nouvelle confusion, celle qui nous fait perdre de vue la situation réelle des militants et cadres organisateurs que nous devons aider à surmonter la contradiction dans laquelle ils se débattent. Si l'Alliance ouvrière et les CAO sont confondus avec l'OCI cela signifie que ces militants et cadres organisateurs, en opposant leur propre mouvement (fidélité à la classe) aux appareils bourgeois, doivent adhérer directement à l'OCI. »

La troisième déviation enfin est celle qui consiste à substituer le CAO aux organismes d'auto-organisation, d'en faire des conseils ou des syndicats rouges. En 1968, par exemple, le CAO de Nantes appelle par tract à « une réunion centrale des comités de grève, le vendredi 7 juin à 19 h ». On peut dire qu'on a souvent vécu (ou subi) cette pratique dans le secteur Education nationale (jeunesse scolarisée ou enseignants) combinée d'ailleurs à l'opportunisme vis-à-vis des directions. L'OCI développe : « La confusion s'élève ici d'un cran. Le comité de grève, organisme élu des travailleurs de toutes tendances, rassemble les délégués des grévistes au niveau de la grève, embryon du pouvoir, est identifié au CAO (médiation vers le parti révolutionnaire) qui se rend ainsi lui-même impuissant à mener la lutte politique pour le pouvoir par sa propre intervention politique dans la lutte de classes (...). Le CAO, par un acte arbitraire, se substitue à la classe. » On sait qu'en Mai 68 le substitutisme est devenu pratiquement putschisme lors de l'occupation des locaux centraux de la FEN par les militants enseignants de l'OCI s'autoproclamant « comité central de grève provisoire ». A notre connaissance cela n'a jamais été autocritiqué depuis.

Si nous prenons la dernière expérience en date, on constate là encore des difficultés à mettre en place les CUB, l'OCI « ne s'est pas vraiment lancée dans cette campagne de constitution et d'organisation de centaines de comités unitaires de base dont le contenu politique était pourtant clairement défini » (*la Vérité*, février 1976). On sait aussi comment *Informations ouvrières*, hebdomadaire de l'OCI, s'est présenté un temps comme organe de la Fédération des CAO pour finalement ne plus s'intituler que « Tribune libre de la lutte de classes ».

La succession rapide de sigles depuis 1968 prouve la difficulté de mise en œuvre réelle du projet politique de l'OCI et la « démonétisation » rapide des divers organismes mis en place qui ne peuvent manquer de se découvrir très vite comme de simples pseudopodes de l'OCI. Gageons que les CUB disparaîtront bientôt aux oubliettes et qu'un nouveau gadget organisationnel sera lancé. Les anciens partenaires britanniques de l'OCI ont résolu le problème puisqu'ils ont proclamé le Parti ouvrier révolutionnaire (WRP) en fusionnant leurs diverses organisations : SLL, l'orga-

nisation de jeunesse et leurs CAO (mais ils sont un peu ultra-gauches ; de même que les partisans de Michel Varga qui, en sortant de l'OCI et sur la lancée, ont tout simplement repris comme nom de leur organisation le sigle de LOR, qui tient lieu de projet stratégique pour ceux dont ils se sont séparés).

La conclusion nous l'empruntons au *Rapport préparatoire du 20^e Congrès* qui explique tout simplement que l'OCI a été dirigée jusque là par « une direction qui ne comprend pas le marxisme ». On l'aurait parié. On le disait depuis longtemps d'ailleurs. On ne sait si cette direction a transcrû ou a été changée. En tout cas on peut être persuadé d'une chose, c'est que « c'est de la dictature du CC » que dépend le fonctionnement de la démocratie ouvrière qui n'a rien de commun avec le libéralisme dans l'organisation communiste » (XVIII^e Congrès). Les tendances oppositionnelles, quand elles n'ont pas fait leur autocritique, en savent quelque chose.

L'OCI reconnaît avoir été désarçonnée en Mai 68. C'est tout de même grave pour une organisation qui se prétend révolutionnaire que d'être désarçonnée dans une telle situation. La faiblesse des liens avec la classe et la jeunesse qui expliquent pour le XVII^e Congrès ce désarroi existe-t-elle toujours ? Autrement dit, l'OCI comprendra-t-elle la prochaine fois ce qui se passe ou sera-t-elle pareillement « à côté de la plaque » ? Nous avons tendance à penser que le type de liens qu'elle entretient avec la jeunesse, sa conception du travail syndical, les secteurs du mouvement ouvrier avec lesquels elle s'est prioritairement liée, le type d'allié qu'elle privilégie, le type d'éducation qu'elle donne ne lui permettront pas d'avoir prise sur les courants qui se dégagent actuellement comme produits de la radicalisation et de la recomposition du mouvement ouvrier. De même que sa marginalité nationale et internationale actuelle l'empêche d'aboutir à une vision correcte et opératoire de ces processus.

Décembre 1976.



PROLÉTAIRE, JE SUIS,
PROLÉTAIRE JE RESTERAI,
DICTATEUR JAMAIS
NE SERA !!?!



PAULÉ